

La CSN n'appuie aucun parti



Déclaration de Norbert Rodrigue, président de la CSN, lors d'une conférence de presse le 2 novembre 1976.

S'il est important de donner une leçon au parti libéral, pour la répression qu'il exerce contre les travailleurs et leurs organisations syndicales, nous savons que le prochain gouvernement quel qu'il soit, qu'il soit majoritaire ou minoritaire, sera encore au service de la classe dominante, de la classe qui exploite.

A cause de cela, la CSN n'appuie aucun parti. Cette position, qui a été réaffirmée par notre dernier congrès, a pour but de ne pas entretenir, chez les travailleurs, l'illusion qu'un échange de pouvoir entre les partis actuels pourrait changer fondamentalement leur condition d'exploités.

La nécessité de poursuivre la réflexion sur un parti de travailleurs

La position de la CSN établit une distinction très nette entre la fonction syndicale et la fonction politique. Le mouvement syndical peut avoir des idées politiques, et il en a effectivement. Il peut politiser les travailleurs, et il le fait effectivement.

Mais les idées politiques prônées par le mouvement syndical doivent être canalisées dans un parti politique. Et quand aucun parti ne partage ces idées, le problème d'un parti de travailleurs se pose.

Ainsi, la CSN préconise le remplacement du capitalisme par le socialisme, ce qui suppose la planification démocratique de la production pour répondre aux besoins de la population, en remplacement de l'anarchie découlant de la concurrence et du profit.

Or, aucun parti de l'assemblée nationale ne partage cet objectif. Quant aux tentatives électorales légitimes de certains groupes anti-capitalistes, le congrès de la CSN a rejeté une résolution d'appuyer des candidatures ouvrières aux prochaines élections, tant que les travailleurs n'auront pas décidé de former un parti politique.

Par ailleurs, il a décidé de poursuivre la réflexion sur la nécessité d'un parti de travailleurs. Cette réflexion portera également sur le type de rapports qui s'établira alors entre un tel parti et le mouvement syndical.

Le 16 novembre, il y aura encore des travailleurs en négociation et sur les lignes de piquetage, et le mouvement syndical sera encore leur seule force en l'absence d'un parti à eux

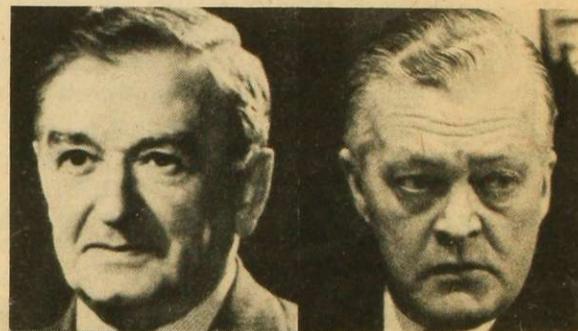
Le mouvement syndical représente actuellement la seule force organisée des travailleurs québécois, en l'absence d'un parti politique à eux. Dans la crise que nous traversons, c'est le mouvement syndical, et lui seul, qui défend les travailleurs contre la diminution du pouvoir d'achat causée par l'inflation.

En tout temps, c'est lui qui arrache les augmentations du salaire minimum, des prestations de chômage, des pensions, de l'assistance sociale, des indemnités d'accidents de travail. C'est lui qui implante les mesures progressistes comme l'égalité de salaire entre les hommes et les femmes, l'allongement des vacances, la réduction des écarts entre les hauts et les bas salariés.

C'est lui qui combat les maladies industrielles, les fermetures d'usines, la réduction du budget des hôpitaux et des maisons d'enseignement, le racket de l'assurance-automobile, de la spéculation. C'est lui qui résiste quotidiennement à toutes les formes de l'exploitation capitaliste.

Le 16 novembre, après l'élection, les travailleurs devront encore se battre pour négocier leurs salaires et leurs conditions de travail. Il y aura encore des travailleurs sur les lignes de piquetage. Il y en aura encore qui seront suspendus ou congédiés pour avoir tenté d'organiser un syndicat.

La campagne électorale ne nous fait pas oublier ces dures réalités. C'est pourquoi nous demandons à nos membres de voter en se rappelant que pour faire face à ces dures réalités, le rapport de force du mouvement syndical doit être le meilleur possible.



40 ans d'illusions et d'apprentissage

Duplessis: Il avait promis de "combattre les trusts"; il leur a donné notre fer. Il avait promis une "rémunération équitable" aux ouvriers; il les a matraqués sauvagement (Asbestos, Louiseville, Murdochville).

Lesage: Il avait promis que nous serions "maîtres chez nous"; il a épousseté le Québec pour le rendre plus attrayant au grand capitalisme. C'est lui qui a mis au monde la police anti-émeute, qui s'est fait la main lors du samedi de la matraque.

Johnson: Il avait promis "l'égalité ou l'indépendance"; nous n'avons encore ni l'une ni l'autre. C'est lui qui a inventé les lois spéciales des temps modernes, d'abord contre les enseignants et ensuite contre les employés du transport en commun à Montréal.

Bourassa: Il avait promis "100,000 emplois"; il a créé 100,000 chômeurs de plus. C'est lui qui a généralisé la conscription des travailleurs par les lois spéciales. Il veut maintenant accélérer le procédé en transférant le pouvoir de conscription, qu'il appelle le pouvoir de réquisition, de l'assemblée nationale au cabinet.

Illusions: Tous ces gouvernements ont bénéficié de la ferveur populaire à certains moments, mais ils ont tous été des marchands d'illusions.

Apprentissage: 40 ans d'illusions, mais aussi 40 ans d'apprentissage par lequel les travailleurs découvrent peu à peu que les gouvernements issus de partis bourgeois ne peuvent faire autrement que d'être au service de la classe dominante. Cet apprentissage conduira éventuellement à la formation d'un véritable parti des travailleurs, contrôlé par eux.

Le bilan Bourassa

Ce n'est pas d'aujourd'hui que les travailleurs et leurs organisations syndicales sont victimes d'attaques virulentes de la part du pouvoir politique. Sur ce plan, le régime actuel n'a rien inventé. Il suit les mêmes traces que les régimes précédents qui ont tous été, à des degrés divers, l'instrument des capitalistes pour réprimer les travailleurs.

Ce qui distingue le régime actuel de ceux qui l'ont précédé, ce n'est pas le fond qui demeure essentiellement le même, soit gérer au profit de la classe dominante le développement de notre société. La différence fondamentale entre ce régime et les autres réside dans le fait que la période pendant laquelle il a gouverné est caractérisée par une crise profonde du système capitaliste mondial.

Cette crise pousse les capitalistes à s'attaquer plus durement au niveau de vie des travailleurs, notamment par l'inflation et le contrôle des salaires. Par voie de conséquence, on assiste à une montée de la combativité des travailleurs qui refusent de payer les frais de la crise.

Le bilan social et économique du gouvernement Bourassa est donc le résultat, au Québec, des tentatives de plus en plus violentes de la bourgeoisie de résoudre les contradictions du capitalisme en fonction de ses intérêts propres, et sur le dos des travailleurs. Ce bilan est accablant, comme on le constate dans ces pages.

Des élections sur le dos des syndicats

Conscient de sa piètre performance économique et sociale, le gouvernement Bourassa tente d'usurper un autre mandat en déclenchant des élections contre le mouvement syndical qu'il présente comme le responsable des misères que le capitalisme en crise fait endurer aux travailleurs. Il veut un mandat clair pour mettre les syndicats au pas, a-t-il dit.

Il ne veut plus être obligé de relever le salaire minimum au niveau pour lequel les dirigeants syndicaux ont fait de la prison et sont encore prêts à en faire. Il ne veut pas être obligé d'expliquer pourquoi les salaires de la plupart des secteurs industriels au Québec sont inférieurs à la moyenne canadienne; pourquoi les travailleurs de Celanese doivent subir un lock out de six mois pour négocier des salaires encore inférieurs à ceux que la même compagnie paie en Ontario; pourquoi les salaires des travailleurs de l'Alcan sont inférieurs à ceux que la même compagnie paie en Colombie Britannique.

C'est embarrassant d'expliquer de telles choses, d'autant qu'à l'inverse, les députés québécois sont les mieux payés au Canada. C'est embarrassant pour M. Bourassa d'expliquer que son gouvernement et ceux qui l'ont précédé, en leur qualité de gérants des intérêts capitalistes, de contremaîtres de la classe dominante, ont fait du zèle en échange d'un bonus, ont fait



Logement et spéculation

L'Office de planification et de développement du Québec (OPDQ) estime qu'il faudrait, de toute urgence, construire 240,000 logements pour satisfaire aux besoins actuels. Mais la spéculation foncière, encouragée et légalisée par le gouvernement, continue à un rythme effarant, empêchant tout projet d'habitation correspondant aux besoins des travailleurs. On spéculé même sur des logements en bon état et de prix abordable, qu'on démolit sauvagement et parfois même sans permis, pour construire des garçonniers, des appartements de luxe, des hôtels, des magasins. Plusieurs quartiers de Montréal ont ainsi été ravagés, et la population a été chassée pour permettre à la classe dominante d'occuper les lieux, pour son plaisir et son profit. Le ravage a atteint Québec, et s'étend aux autres villes. Mais ce sont des problèmes bien lointains pour M. Bourassa, préoccupé par les problèmes d'Etat dans son bunker de Québec ou sa résidence d'Outremont (photo ci-haut).

marcher les travailleurs au fouet comme de méprisables "pushers".

C'est embarrassant d'expliquer que le ministère de l'industrie et du commerce encourage les entreprises à instituer l'esclavage à boni. C'est embarrassant d'expliquer la "négligence honteuse" du gouvernement envers la santé des mineurs, selon les mots même du juge Beaudry, président du comité d'enquête sur la santé et la salubrité dans l'industrie de l'amiante. C'est embarrassant d'entendre des coroners, sous la pression populaire, qualifier de "criminelle" la négligence envers la sécurité des travailleurs dans les usines et sur les chantiers de construction.

Il est donc plus simple d'empêcher le mouvement syndical de poser ces questions embarrassantes, et toutes les autres de même nature qu'il n'arrête pas de poser. C'est d'ailleurs l'indication que le grand patron a donné à son gérant, dans le rapport Fantus.

100,000 nouveaux chômeurs

En 1970, Bourassa s'est fait élire sur la promesse de créer 100,000 nouveaux emplois. Il y avait alors 183,000 chômeurs au Québec. Six ans plus tard, il y en a au moins 100,000 de plus. Les derniers chiffres indiquaient 264,000 chômeurs en septembre, pour un taux de 9.7 pour cent. Mais comme le chômage augmente toujours à l'approche de l'hiver, il est certain que le taux dépasse déjà largement 10 pour cent, de sorte que Bourassa pourra se vanter d'avoir créé 100,000 nouveaux chômeurs.

Mais il n'en parle pas pendant la campagne. Comme il ne dit pas non plus que de 1970 à 1975, l'emploi n'a augmenté que de 15.1 pour cent au Québec comparativement à 18.5 pour cent en Ontario et 18.2 pour cent dans l'ensemble du Canada. Il n'explique pas non plus que les chiffres du chômage sont encore plus terrifiants quand on pense aux coupures sévères dans les prestations imposées par le gouvernement fédéral depuis un an.

Maladies et accidents: "Négligence honteuse"

La négligence du gouvernement face aux maladies et accidents de travail a été qualifiée de "honteuse" par le juge Beaudry, président de la commission d'enquête sur la salubrité dans l'industrie de l'amiante. Qu'importe que les travailleurs raccourcissent leur vie de 10 ou 20 ans puisque eux, les députés et les ministres, vivent beaucoup plus longtemps que la moyenne, selon une étude effectuée par la Metropolitan Life Insurance. Sans doute que leur indifférence envers les problèmes réels de la population explique en partie ce curieux phénomène.

Connaissant les dangers mortels de l'amiante, non seulement le gouvernement ne sévit pas contre les compagnies, mais encore il entrave l'application des mesures de compensation arrachées par les mineurs de Thetford au cours de leur grève l'an dernier. Sachant qu'il y a chaque année une cinquantaine de morts sur les chantiers de construction de même que des milliers d'estropiés, le gouvernement fait adopter des lois répressives contre les militants syndicaux qui veulent arrêter les travaux quand c'est dangereux.

Plus que tout le reste, l'inaction du gouvernement en ces domaines démontre son asservissement aux grandes compagnies capitalistes. Car ce n'est pas seulement la "qualité de vie" des travailleurs qui est en cause, un thème cher à Bourassa, ce n'est pas seulement leur dignité, c'est leur intégrité physique.



Les Québécois sont les plus taxés

En refusant d'indexer l'impôt comme les autres gouvernements du pays l'ont fait, le régime Bourassa se finance à même l'inflation. Depuis qu'il est en place, les revenus de l'impôt des particuliers ont augmenté de 224 pour cent! De \$1 milliard \$33 millions qu'ils étaient en 1970, ces revenus sont passés à \$3 milliards \$50 millions en 1976. Et malgré cela, Bourassa se vante d'avoir présenté six budgets sans augmentation d'impôt.

Si on ajoute à cela l'augmentation des revenus tirés de la taxe de vente, qui touche encore plus directement les travailleurs, les chômeurs, les assistés sociaux, les retraités, on constate que les Québécois sont les plus taxés au Canada. Les revenus de la taxe de vente ont augmenté de 147 pour cent de 1970 à 1976, passant de \$590 millions à \$1 milliard \$460 millions. Malgré cela, le ministre des finances a été obligé d'avouer en pleine campagne qu'il a fait un déficit d'un milliard de dollars.

Assurance-automobile: en six ans, les travailleurs se sont fait voler légalement \$1 milliard de primes

Le gouvernement libéral est responsable du gaspillage de \$1 milliard de nos primes d'assurance-automobile depuis 1970. Cette année-là, la CSN a publié un dossier de 200 pages démontrant que les automobilistes subissaient un régime d'assurance inefficace et scandaleusement coûteux, à cause de la collusion entre les partis politiques et les compagnies.

Ces compagnies d'assurance automobile et leurs parasites comme les avocats empochent jusqu'à 41 pour cent de nos primes pour les frais d'administration et les profits. Pourtant, ce pourcentage a été réduit à moins de 20 pour cent en Colombie Britannique, au Manitoba, et en Saskatchewan, grâce au remplacement des compagnies privées par des sociétés publiques d'assurance. Le pourcentage est même de 15 pour cent en Saskatchewan, où la société publique existe depuis 1946!

Cela signifie que dans ces trois provinces, de 80

à 85 pour cent des primes sont retournés aux automobilistes pour compenser les accidents, tandis qu'au Québec, les compagnies privées ne nous retournent que 59 pour cent. On s'est ainsi fait voler légalement \$1 milliard depuis 1970, sous l'oeil complice du régime Bourassa. Une moitié de stade Olympique.

Car le gouvernement connaît fort bien la situation depuis la publication du dossier de la CSN en 1970. Il a formé un comité d'étude en 1971. L'étude devait durer 12 mois; elle en a pris 30. Le rapport a été publié en mars 1974. Il confirmait l'essentiel de l'étude de la CSN. Mais le gouvernement n'a encore rien fait, sauf d'annoncer juste avant l'élection un projet de loi qui ignore l'essentiel des recommandations de son propre comité d'étude. C'est un autre dossier qui démontre que le gouvernement Bourassa est le fidèle serviteur des trusts financiers qui s'engraissent à nos dépens.

Le service d'ordre des multinationales

Sous Bourassa, même les petites villes ont été dotées de polices anti-émeute et de l'arsenal qui va avec. C'est ce qu'on pourrait appeler la décentralisation du service d'ordre des multinationales. Mais il ne faut rien laisser au hasard. Aussi Bourassa a-t-il enlevé, par la nouvelle loi de police, toute autorité des conseils municipaux sur la police locale, comme on l'a constaté après l'attaque de la police de Drummondville contre les travailleurs de Celanese (photo ci-dessous). Et voici maintenant qu'on ajoute à l'arsenal un gaz terrifiant, le Mace, qui peut avoir des consé-

quences graves jusqu'à 15 ans plus tard, notamment aux yeux, et dont l'usage a été interdit dans la plupart des Etats américains parce qu'il y a eu un grand nombre de poursuites. M. Bourassa, les travailleurs de Celanese et des milliers d'autres ont demandé une enquête publique sur ces événements qui vous feront passer à l'histoire comme le sergent-major du service d'ordre des multinationales. Etant déjà passé comme le gérant des capitalistes et le contremaître de la classe dominante, vous serez sûrement dans le dictionnaire.



Les besoins essentiels sont sacrifiés à ceux de la classe dominante

Ce n'est pas seulement par le contrôle des salaires que la classe dominante entend passer à travers la crise du capitalisme sans dégâts pour elle. C'est aussi par la compression des besoins essentiels de la population. Il lui faut trouver de l'argent partout, particulièrement après le gouffre des Olympiques. Alors le budget des hôpitaux est coupé, les salles d'urgence sont surchargées ou fermées, le nombre de lits et le personnel sont réduits, la charge de travail augmente, au mépris de la convention, et à coup de suspensions.

Là encore, c'est pire au Québec qu'en Ontario où l'on compte 5.5 lits par 1,000 habitants alors qu'il n'y en a que 4.5 chez nous. Pendant ce temps, la médecine demeure l'affaire privée de compagnies pharmaceutiques et de médecins payés à des taux outranciers; les mieux payés au Canada; comme nos députés. Si c'est toujours pire pour les travailleurs au Québec, il semble que ce soit le contraire pour notre classe dominante à nous.

On diminue encore la faible pitance des assistés sociaux en ne payant plus leur taxe d'eau. On refuse le transport gratuit aux personnes âgées.

On coupe aussi dans l'enseignement. En mars 1976, le gouvernement annonçait la suppression de l'indexation d'équilibre budgétaire aux commissions scolaires, collèges et universités. Compte tenu de l'augmentation prévisible des coûts de chauffage, de l'électricité et des fournitures, cette décision entraînera soit des augmentations de taxes municipales, soit une réduction des services d'enseignement.

Les contrôles n'ont pas écrasé les travailleurs

C'est la loi 64, copie conforme de la loi fédérale C-73 sur le contrôle des salaires, qui constitue au Québec la tentative la plus puissante d'étouffer les droits des travailleurs et de paralyser leur pouvoir d'achat au profit de la bourgeoisie.

Ces lois, rappelons-le, imposent un contrôle strict sur les salaires mais n'ont aucun effet sur la hausse des prix. Si on exclut de l'indice des prix à la consommation le secteur des aliments (qui ne sont pas soumis au contrôle), on s'aperçoit que les prix de tous les autres biens et services évoluent aussi rapidement depuis l'imposition des contrôles qu'avant leur imposition. De septembre 1975 à septembre 1976, le prix de tous les biens et services, sauf les aliments, ont augmenté de 9.2% tandis que pour la période septembre 1974 à septembre 1975, la hausse a été de 9.8%.

Les hausses salariales cependant sont durement affectées. En effet, les augmentations des taux de base de l'ensemble des conventions collectives de 500 employés et plus au Canada sont passées de 18.7% au deuxième trimestre de 1975 à 11.5% au deuxième trimestre de 1976. Malgré ces coupures, le pouvoir d'achat des travailleurs s'est accru depuis le début des contrôles, grâce, d'une part, à la baisse des prix des aliments qui ne sont pas contrôlés et à la combativité des travailleurs.

Car il faut dire que la résistance aux contrôles s'est organisée dès l'arrivée des mesures. Près de 100,000 travailleurs affiliés à la CSN ont immédiatement voté pour une grève générale. Négocier sans tenir compte des plafonds prévus dans la loi et faire valoir leurs propres objectifs, telles ont été les réponses des travailleurs à la loi.

LE FRONT COMMUN

Au Québec, le Front commun a réussi à arracher de haute lutte des augmentations de salaires de l'ordre de 16.5% pour la première année des nouvelles conventions.

La Commission québécoise de "lutte contre l'inflation" a déjà rendu une décision dans le cas des salaires des Centres de formation professionnelle, membres du Front commun, selon laquelle elle recommande de réduire les augmentations négociées de 15% à 8%. Il se peut que la Commission DeCoster rende des décisions concernant d'autres groupes du Front commun dans les jours qui viennent.

Les travailleurs du Front commun considèrent que le règlement dans le secteur public constitue une entente en bonne et due forme avec le gouvernement et qu'il n'est pas question de revenir sur les termes de cette entente.



Images de la grève générale du 14 octobre contre le contrôle des salaires, un mois avant l'élection,



Votons pour renforcer notre capacité de lutter Poursuivons la démarche vers le parti des travailleurs

Depuis quelques années dans la CSN, nous avons pris conscience des limites du syndicalisme devant plusieurs problèmes vécus par les travailleurs. Nous l'avons fait à force de mener des luttes très dures. Combien de travailleurs, à l'occasion d'une grève, ont rêvé d'avoir un gouvernement qui serait à leur service? Combien ont réalisé à ces moments-là que le gouvernement et tout l'appareil d'Etat sont effectivement au service d'une classe dominante très minoritaire?

Les attaques de la police contre les lignes de piquetage, l'acharnement des tribunaux contre les travailleurs en lutte, le parti-pris effronté des hommes politiques contre les revendications syndicales, tout cela fait réaliser aux travailleurs les limites de leur action syndicale.

C'est dans ces moments-là qu'on s'aperçoit que l'Etat n'est pas neutre. C'est dans ces moments-là qu'on s'aperçoit qu'on a beau négocier la meilleure convention collective, ça ne change pas fondamentalement le système légal du profit qui permet à la bourgeoisie très minoritaire d'exploiter le travail de l'immense majorité de la population, et de transformer le pouvoir économique qu'elle en tire en pouvoir politique.

Pendant longtemps, la bourgeoisie a réussi le tour de force de nous éloigner de la lutte politique. Avec les puissants moyens dont elle dispose pour diffuser son idéologie, elle nous a fait croire que la politique ne nous regardait pas, au point où nous avons même peur d'en discuter entre nous.

Ce que craint le plus la bourgeoisie, c'est que les travailleurs décident un jour de s'organiser pour prendre le pouvoir politique. Pour elle, ceux qui se demandent s'il ne serait pas normal que le pouvoir politique soit entre les mains des travailleurs qui forment l'immense majorité de la population sont de dangereux révolutionnaires. C'est le message qu'elle martèle constamment et de toutes les façons, pour faire peur au monde.

Malgré cela, l'idée d'un parti de travailleurs a fait pas mal de chemin. Au point où à notre dernier congrès, nous avons décidé de promouvoir la formation d'un tel parti, si les travailleurs le décident.

Nous voulons remplacer le capitalisme par le socialisme. Nous devons profiter de toutes les occasions, y compris la présente campagne électorale, pour rallier les travailleurs à cette idée.

Particulièrement, il importe de souligner qu'il n'existe aucun parti à l'Assemblée nationale qui est anti-capitaliste et qui préconise le socialisme. Il importe de mettre nos membres en garde contre l'illusion que le PQ pourrait changer fondamentalement la condition des travailleurs. Si de tels partis font parfois des concessions aux travailleurs pour se faire élire ou garder le pouvoir, ils cherchent toujours à se reprendre par la suite.

L'intérêt des travailleurs, dans la prochaine élection, n'est donc pas de faire un pas vers le socialisme avec le prochain gouvernement, puisque les partis qui ont des chances de le former ne sont ni anti-capitalistes ni socialistes. L'intérêt des travailleurs, dans cette élection, c'est d'avoir, le 16 novembre, le meilleur rapport de force possible pour continuer leurs luttes.

Voilà pourquoi le bureau confédéral de la CSN, réuni en session spéciale le 31 octobre, a recommandé aux membres de voter pour faire en sorte que le 16 novembre, leur rapport de force soit renforcé.



au cours de laquelle un million de travailleurs canadiens ont débrayé, dont 230,000 au Québec.